



L'actualité des récentes semaines est jalonnée de révélations sur l'espionnage de la vie privée des citoyens du monde entier par les services de renseignement états-uniens. Les fuites ont commencé dans le journal *The Guardian*. Après plusieurs semaines passées à Hong-Kong, le lanceur d'alerte Edward Snowden, ayant travaillé indirectement pour la National Security Agency (NSA), serait en partance pour l'Équateur, qui lui aurait accordé l'asile politique. Son acte est courageux, reconnaissons-le, tout comme le fut celui de Julian Assange, co-fondateur de Wikileaks.

« *Big Brother vous regarde* »

Le programme PRISM mis en lumière, il ne fait aucun doute que la vie privée de chacun de nous est surveillée. La NSA inaugurera en septembre le plus grand centre d'interception des communications du monde. Il est maintenant sûr que les États-Unis espionnent les dirigeants politiques, les parlementaires, les diplomates de chaque État mais aussi européens.

Communications internet et téléphoniques, tout est passé au crible des services de renseignement américain.

Les dirigeants nord-américains se sont d'abord précipités pour expliquer que ce programme avait pour but unique de traquer de potentiels terroristes. Le président Obama est intervenu pour rappeler qu'il n'y avait pas d'intrusion dans la vie privée. Maintenant, l'establishment américain réclame la tête d'Edward Snowden et se terre dans le mutisme face aux réactions

européennes.

Cette situation est tout simplement scandaleuse ! Sous prétexte que le quatrième amendement de la Constitution des États-Unis ne protège que les citoyens américains, la super-puissance s'adonne à l'espionnage de la vie privée de presque sept milliards de citoyens et des institutions politiques cruciales pour les États, que ces derniers soient amis ou ennemis !

Les États-Unis, grâce aux multinationales américaines de l'internet, ont accès à des informations essentielles, notamment en vue des négociations sur le Grand Marché Transatlantique. Ils bafouent tout principe d'amitié entre pays, ils négligent des siècles d'entraide et ils manifestent leur mépris aux dirigeants et aux citoyens européens.

L'heure est grave

Ces agissements ne doivent pas rester sans réaction !

Cette vassalité ne peut plus durer ! Il est temps d'agir pour s'émanciper de la tutelle impériale ! A nous maintenant de refaire la **Boston Tea Party**¹ !

C'est pourquoi, nous, élus du Parti de Gauche,

- manifestons notre soutien à l'Équateur, et à son président Rafael Correa, qui défend et protège les lanceurs d'alerte,
- condamnons fermement toutes les atteintes à la liberté et la vie privée, auxquelles les services de renseignement s'adonnent quotidiennement,
- demandons au ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius, au ministre de l'Intérieur Manuel Valls et à la ministre déléguée chargée des PME, de l'Innovation et de l'Économie numérique Fleur Pellerin de répondre à nos requêtes.

Nous revendiquons :

- L'asile politique que la France peut accorder à Edward Snowden et à Julian Assange ;
- Une protection juridique réelle des lanceurs d'alerte, qu'ils soient des personnes morales ou physiques, concernant, entres autres, le respect de la vie privée sur internet;
- Un contrôle parlementaire accru sur la protection des données personnelles et l'action des services de renseignement (notamment le **programme Frenchelon**²) comme cela se fait au Royaume-Uni ;
- L'extension des compétences de la CNIL en matière de contrôle des activités de renseignement, accompagnée de la fusion avec la Commission Nationale de Contrôle des Interceptions de Sécurité (CNCIS) ;

- Des négociations que le Quai d'Orsay doit engager en vue de créer une agence internationale de la protection des données personnelles ;
- L'arrêt des négociations entre l'Union européenne et les États-Unis en vue de la création du Grand Marché Transatlantique.

Le gouvernement ferait honneur à notre patrie républicaine et à la déclaration universelle des Droits de l'Homme et du citoyen en répondant positivement à nos requêtes.

¹Révolte politique à Boston en décembre 1773 contre le Parlement britannique et contre la Compagnie des Indes orientales, qui pouvait vendre le thé sans être soumis aux taxes, donc à plus bas prix. Soixante Bostoniens, nommés les Fils de la Liberté, déguisés en Amérindiens (les Mohawks) ont grimpé à bord de trois navires de la compagnie et ont jeté 342 caisses de thé à la mer. La Boston Tea Party est un événement symbolique fondateur de la Révolution américaine.

²Surnom du système d'espionnage des télécommunications français dont l'existence n'est pas reconnue officiellement. « Frenchelon » fait référence à son équivalent anglo-saxon, plus connu, « Echelon ».